

POLITIQUE



Chantal Hébert

Le bulletin des 100 jours

Aucun premier ministre récent du Canada n'est arrivé au pouvoir avec aussi peu d'expérience de gestion que Stephen Harper. Contrairement à Pierre Trudeau, Jean Chrétien ou Paul Martin, il n'avait jamais dirigé un ministère. Contrairement à Brian Mulroney, il n'avait pas piloté une grande entreprise. Pour un parcours presque sans faute depuis son assermentation, le premier ministre néophyte mérite un A.

La réduction de la TPS et l'allocation de 1200 \$ pour les nouvelles familles avaient une place de choix dans le dernier budget. Les projets sur la loi et l'ordre ont été inscrits au feuilleton. Le projet de loi sur la responsabilité gouvernementale également. Aucun lapin inattendu n'est sorti du sac conservateur. Pour promesses électorales tenues, le gouvernement mérite un autre A.

Cent jours après l'assermentation du gouvernement Harper, le Canada a abandonné des pans complets de l'action libérale sur le front de l'environnement et de la politique autochtone. Les relations canado-américaines lui tiennent de plus en plus lieu de relations internationales. La guerre contre le terrorisme prend le pas sur l'action humanitaire. Les cinq priorités du gouvernement n'ont rien de structurant. Elles marient l'électoratisme avec le simplisme. On a affaire ici ou bien à une carence de vision ou bien à une volonté de s'assurer d'une majorité gouvernementale avant de mettre un programme véritablement conservateur en chantier. C+

Le règlement sur le bois d'œuvre a rallié les provinces en cause. Un calendrier a été mis en place pour négocier un nouvel équilibre fiscal. En se dotant d'un échéancier relativement serré, M. Harper s'est assuré de négocier avec un premier ministre québécois fédéraliste. Mais il semble également prendre plaisir à empoisonner ses relations avec l'Ontario libéral, une stratégie — si c'en est vraiment une — qui ne semble pas particulièrement constructive. Pour l'ensemble du début de l'œuvre du gouvernement Harper en matière de relations fédérales-provinciales: B

Après 100 jours au pouvoir, le gouvernement Harper mérite amplement la note de passage

seules vraies voix discordantes ont été celles du Bloc et du Parti québécois. Le récent document fédéral sur le déséquilibre fiscal fait finalement une plus grande place à la volonté du premier ministre Harper de pratiquer un fédéralisme moins brouillon qu'aux prétentions des provinces en matière fiscale. En attendant de passer aux choses sérieuses: B

Dans la guerre larvée que le premier ministre mène contre la tribune de la presse parlementaire, Stephen Harper dispose d'une longueur d'avance. Du discours du Trône au budget en passant par la mission en Afghanistan et par le projet sur la responsabilité, le gouvernement a jusqu'à présent contrôlé ses communications à son avantage et fait l'envie, ce faisant, de ses adversaires: B

Plus de 100 jours après la fin de la dernière campagne électorale, Stephen Harper ne désarme pas. En Ontario, il a pris fait et cause pour son allié conservateur John Tory contre le premier ministre libéral Dalton McGuinty. Au Québec, il utilise systématiquement sa tribune de premier ministre pour pourfendre le Bloc. Son gouvernement pourrait relancer l'affaire des commandites en mettant les tribunaux aux trousses du PLC. Tout cela risque de finir par donner l'impression que le parti au pouvoir met l'appareil de l'État au service de ses objectifs électoralistes: C

En tenant son Conseil des ministres en laisse, M. Harper donne à plusieurs de ses ministres le temps de faire leurs classes. Certains en ont davantage besoin que d'autres. En 100 jours, on a pu constater que le trio ontarien de Jim Flaherty aux Finances, Tony Clement à la Santé et John Baird au Conseil du trésor était nettement plus solide que le quintette québécois. Gordon O'Connor à la Défense est un mailon faible du cabinet. Le recrutement de David Emerson au Commerce international valait son prix politique. Apparemment nommés pour éteindre les feux à l'Environnement et aux Affaires autochtones, Rona Ambrose et Jim Prentice pourraient se brûler à la tâche. En attendant que M. Harper donne à ses ministres l'occasion de se faire voir (et valoir) davantage: B

Décapité, le Parti libéral n'est pas en état de donner du fil à retordre au gouvernement. Dans les circonstances, les efforts de Bill Graham sont plus que vaillants. En régie générale cependant, l'aile parlementaire du PLC est devenue une machine à tuer le temps en attendant d'avoir un chef: C

La vie au Parlement n'a jamais été aussi dure pour le Bloc québécois. Depuis 100 jours, le parti a continué à perdre du terrain dans les intentions de vote au Québec. Le budget fédéral l'a placé en porte-à-faux avec le PQ. Sur un plan plus personnel, Gilles Duceppe, qui était la coqueluche de l'électorat à la même date l'an dernier, a glissé de l'écran radar depuis qu'il a passé son tour à Québec: C

En termes mathématiques, le NPD dispose de la balance du pouvoir au Parlement. Mais la configuration politique de la Chambre ne lui permet pas d'en profiter. Si le NPD veut tirer avantage du désert libéral, il devra se trouver d'autres tribunes et d'autres façons de se faire valoir, faute de quoi il risque de devenir le grand oublié de l'actualité politique de la prochaine année: C+

Au total, après 100 jours au pouvoir, le gouvernement Harper mérite amplement la note de passage, mais il est trop tôt pour prédire s'il franchira avec succès les étapes qui le mèneraient à une majorité au prochain scrutin.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columniste politique au Toronto Star. Sa chronique sera de retour dans trois semaines.

Conférence de la Francophonie de Winnipeg

Louise Beaudoin demande à Charest de protester contre l'accueil réservé à Diouf

MICHEL DOLBEC

Paris — L'ex-ministre péquiste Louise Beaudoin juge «honteux» l'accueil que le Canada a réservé à Abdou Diouf, le numéro un de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Selon elle, le premier ministre Charest doit «montrer sa solidarité» avec le secrétaire général de l'OIF et réclamer que Stephen Harper lui présente des excuses en bonne et due forme.

«Le Québec ne peut pas rester en retrait dans cette affaire, a estimé Mme Beaudoin hier en entrevue. Jean Charest doit aller au-delà de ses bonnes relations avec le premier ministre Harper, ou encore s'en servir, pour lui faire comprendre qu'on ne traite pas le secrétaire général de l'OIF comme ça. C'est honteux. Il faut protester. On ne peut pas laisser passer ça.»

La venue au Canada de l'ancien président du Sénégal, qui participait au Manitoba à une conférence ministérielle de la Francophonie sur la prévention des conflits, a été marquée par un incident diplomatique. À son arrivée à l'aéroport Pearson de Toronto, mercredi, M. Diouf, malgré son passeport diplomatique et sa stature internationale, a été fouillé. L'entretien qu'il devait avoir à Ottawa avec le premier ministre Harper a par ailleurs été annulé, apparemment à la suite d'un «malentendu».

Louise Beaudoin voit dans «l'addition» de ces deux

incidents l'expression d'un certain état d'esprit. «Ça révèle une manière d'être des conservateurs, observe-t-elle. Ce sont des maniaques de la sécurité à la manière de George Bush et ça commence à paraître. À cela s'ajoute le fait que la Francophonie n'est pas du tout une priorité pour eux. Le seul intérêt de Harper, ce sont les États-Unis.»

Une deuxième humiliation

L'ancienne ministre des Relations internationales et de la Francophonie affirme que «jamais le gouvernement du Parti québécois n'aurait laissé passer un tel manque de considération». Celui de Jean Charest doit donc, selon elle, joindre sa voix à celles des autorités sénégalaises et de l'opposition à Ottawa, qui ont réclamé des excuses officielles. Jusqu'ici, le gouvernement fédéral, par la bouche du ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, s'est contenté de juger l'affaire «très regrettable».

«Le pire, c'est qu'Abdou Diouf avait été victime d'un incident semblable aux États-Unis, il y a quelques années, à cause de la politique ultrasécuritaire des Américains, a raconté Mme Beaudoin. Il m'avait dit qu'il s'était senti profondément humilié. Il s'interrogeait même sur l'opportunité de retourner là-bas. Je crois qu'il a dû être très blessé d'avoir été accueilli de la même manière dans un pays membre de la Francophonie.»

Louise Beaudoin se trouve en France dans le

cadre de ses activités universitaires. Aujourd'hui, elle part donner une série de conférences au Kurdistan irakien, où l'on s'intéresse à l'expérience internationale du Québec.

Presse canadienne

Ottawa refuse toujours de faire des excuses

SYLVIE BRIAND

Winnipeg — Les ministres et délégués des pays de la Francophonie se sont engagés hier à Winnipeg à renforcer leur présence en matière de maintien de la paix, au terme d'une conférence marquée par le coup de colère du Sénégal contre l'accueil réservé par le Canada à Abdou Diouf, secrétaire général d'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

S'exprimant pour la première fois sur cette affaire, M. Diouf a déclaré hier à la presse n'être «pas étonné qu'il y ait eu de l'émotion au Sénégal concernant ce qui s'est passé». «Je suis citoyen sénégalais et ancien président de la République du Sénégal», a-t-il tenu à souligner.

Une porte-parole du premier ministre Stephen Harper a indiqué dans la soirée que celui-ci avait appelé M. Diouf au téléphone et lui avait exprimé ses «regrets». Au cours de la conversation, M. Diouf a jugé «que l'affaire était close», a ajouté la porte-parole.

Le chef de la diplomatie sénégalaise Cheikh Tidiane Gadio avait exigé la veille, en pleine séance plénière, des «excuses publiques» du premier ministre canadien Stephen Harper pour cet «incident grave».

Ottawa a rejeté la demande sénégalaise en rappelant que le ministre canadien des Affaires étrangères Peter MacKay avait déjà exprimé ses «profonds regrets» à M. Diouf pour cette affaire qui a jeté un froid sur la conférence.

La ministre canadienne de la Coopération internationale et de la Francophonie, Josée Verner, a cependant qualifié de «réussite» cette réunion qui «a renforcé le potentiel de la Francophonie à résoudre les conflits».

Les ministres — une vingtaine de pays africains — et délégués des 53 pays et gouvernements membres de l'OIF ont notamment réitéré leur engagement à «assurer une plus forte participation des pays de l'OIF aux opérations de maintien de la paix, en étroite coopération avec l'ONU», ainsi qu'à «renforcer les capacités des États dont les moyens sont insuffisants», dans une déclaration commune. Ils ont également demandé à M. Diouf «d'examiner les possibilités pour l'OIF d'être associée» à des programmes comme Recamp (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) mis sur pied par la France. Ils ont enfin souhaité un renforcement de la formation linguistique des contingents non francophones déployés dans des pays de l'OIF.

Plus de la moitié des Casques bleus déployés dans le monde le sont dans des pays de l'OIF, comme la Côte d'Ivoire, le Burundi ou Haïti.

Agence France-Presse

Descente spectaculaire



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

CES DEUX BRAVES ont effectué une descente spectaculaire au cœur du Festival plein air de Montréal, hier, au parc Jean-Drapeau, à l'aide de deux câbles de 150m tendus côte à côte. Durant tout le week-end, en dépit du mauvais temps, les participants ont pu, entre autres activités, faire du kayak ou s'exercer à l'escalade.

Conférence des Nations unies sur les changements climatiques

Le Canada sera sur la sellette à Bonn

Les environnementalistes canadiens se rendent en Allemagne pour dénoncer la position d'Ottawa par rapport au protocole de Kyoto

ALEXANDRE SHIELDS

Alors que la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'ouvre aujourd'hui à Bonn, doit porter principalement sur l'après-Kyoto, les environnementalistes comptent dénoncer à la face du monde la position du Canada dans le dossier des changements climatiques. Ils accusent d'ailleurs le gouvernement conservateur de s'être inspiré d'un document américain vieux de trois ans pour élaborer sa stratégie de communication en matière de changements climatiques.

Selon eux, le cabinet de Stephen Harper a décidé d'adopter presque intégralement les recommandations faites en 2003 au Parti républicain par le spécialiste des sondages et des communications américain Frank Luntz. Il s'est rendu célèbre en formulant un «langage guidé», soit l'utilisation de messages simples, bien éprouvés et souvent répétés pour faire accepter par un public méfiant des politiques potentiellement impopulaires. Ainsi, selon lui, il vaut mieux parler de «changements climatiques» que de «réchauffement planétaire», parce que la dernière expression semble plus menaçante.

M. Luntz a aussi souligné la nécessité de «contrer la certitude scientifique» et de «minimiser les aspects négatifs des changements climatiques», a expliqué hier le porte-parole de Greenpeace-Québec, Steven Guilbeault, avant son départ pour Bonn. «Si vous considérez l'avis qu'il a donné aux Parti républicain il y a quelques années et que vous comparez avec ce que disent les conservateurs aujourd'hui, c'est comme du couper-coller», a-t-il affirmé. De plus, «en effectuant une compilation de citations de ministres conservateurs, notamment de la ministre de l'Environnement [Rona] Ambrose, avec ce que le président américain George W. Bush disait à l'époque où les États-Unis ont choisi de tourner le dos au protocole de Kyoto, nous avons constaté une très grande similitude dans le discours», a soutenu M. Guilbeault.

D'ailleurs, selon Greenpeace, depuis qu'ils sont au pouvoir, les conservateurs se sont engagés à adopter des mesures pour réduire la pollution de l'air et des eaux, mais ils ont évité toute discussion sur les compressions dans les programmes destinés à la protection de l'environnement, et plusieurs de ces programmes ont été éliminés. «La réalité, c'est que le gouvernement

Harper a bien étudié les tactiques républicaines et les adopte une par une», a affirmé la directrice du Sage Climate Project, Louise Comeau.

«D'abord, vous devez vous engager devant votre auditoire à protéger l'environnement, mais expliquer qu'il y a des façons plus efficaces et plus intelligentes de le faire», soulignait aussi M. Luntz, dans une note remise en 2003 invitant les républicains à faire valoir le bon sens et la bonne gestion des fonds publics. M. Luntz a rendu visite au premier ministre Stephen Harper au début du mois de mai. Il a alors décrit les conservateurs comme des alliés des républicains.

Rendez-vous à Bonn

Après avoir réclamé à grands cris que Rona Ambrose se retire de la présidence de la conférence de Bonn, les environnementalistes canadiens entendent se rendre en Allemagne pour dénoncer la position canadienne par rapport au protocole de Kyoto. «Nous allons tenter de rencontrer le plus de délégations possible pour leur faire savoir ce qu'il se passe au Canada», a expliqué Steven Guilbeault. On veut clairement expliquer que les conservateurs ne représentent pas la population canadienne parce qu'une majorité de parlementaires

sont pro-Kyoto, et même chose pour la population.»

Le Canada perdra sa crédibilité sur le plan international et son influence dans les prochains processus de négociations sur les changements climatiques en abandonnant le protocole de Kyoto, indiquent d'ailleurs des documents préparés pour le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay. «La crédibilité du Canada sera faible à l'occasion des négociations des prochains engagements des pays industrialisés s'il a rejeté ses obligations précédentes, dit l'analyse obtenue par la Presse Canadienne en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. [...] Le Canada aura aussi de la difficulté à favoriser les engagements futurs des pays en développement, comme la Chine et l'Inde, qui arguent que les pays industrialisés doivent être les premiers à réduire leurs émissions.»

La rencontre de Bonn, qui se poursuit jusqu'au 26 mai, portera principalement sur la coopération internationale pour l'après-2012, fin de la première période du protocole qui impose des réductions des émissions de gaz à effet de serre aux seuls pays industrialisés.

Le Devoir Avec la Presse canadienne

Nathalie VAZAN
Collection École des parents
LES RENCONTRES PARENTS-ENSEIGNANTE AU PRÉSCOLAIRE ET AU PRIMAIRE
Guide pratique pour le personnel enseignant
64 pages — 13,10 \$
Les éditions LA PENSÉE (514) 848-9042
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Martial BOUCHER
RECHERCHE et DIALOGUE
1^{re} et 2^e année du 1^{er} cycle du secondaire
Enseignement moral
Fascicules A et B — 17,95 \$ chacun
Guide d'enseignement des fascicules A et B — 69,95 \$
LIDEC Inc. (514) 843-5991
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ACTUALITÉS

EN BREF

Ken Dryden s'attend à des élections au début de 2007

Kelowna — Le candidat au leadership du Parti libéral du Canada Ken Dryden s'attend à ce que le gouvernement Harper déclenche des élections générales au début de l'année prochaine. C'est ce qu'il a déclaré devant une quarantaine de militants libéraux qui appuient sa candidature, à Kelowna, en Colombie-Britannique. Selon M. Dryden, les conservateurs ne pourront résister à la tentation de déclencher un scrutin général dès que le Parti libéral se sera donné un nouveau chef. Le successeur de Paul Martin sera choisi au début de décembre, lors d'un congrès à Montréal. — PC

SALONS

SUITE DE LA PAGE 1

À Québec, il y aura 335 ALV en incluant les 100 déjà à l'hippodrome. À Trois-Rivières, on ajoutera 135 ALV aux 65 déjà sur place. Quant au futur salon de jeu de la couronne nord, les joueurs auront accès à 1300 ALV, y compris les 200 qui seront déplacés de Montréal. Aucune machine à sous ne sera installée dans ces salons de jeu. Les mêmes paramètres que l'on retrouve pour les ALV dans les bars seront appliqués. Ainsi, la mise maximale sera de 2,50 \$, et le gain ne pourra pas dépasser 500 \$.

La gestion des salons de jeu relèvera d'une nouvelle filiale de Loto-Québec, la Société des salons de jeu du Québec. L'entreprise a été officiellement créée l'été dernier, mais elle n'a ni personnel ni dirigeant officiel. Le dossier des salons de jeu est à l'heure actuelle sous la responsabilité du premier vice-président aux Nouvelles Initiatives stratégiques, Simon Brodeur.

Le Devoir

ADN

SUITE DE LA PAGE 1

Les experts médico-légaux peuvent faire appel à cette méthode controversée lorsque l'ADN prélevé sur le lieu du crime ne coïncide pas avec celui d'un individu enregistré dans la base de données génétiques nationale. L'agresseur peut ne pas être dans la base de données, mais il peut être le père, le fils, ou le frère de quelqu'un qui y figure, expliquent Frederick Bieber, de la Harvard Medical School à Boston, Charles Brenner, de la School of Public Health de l'université de Californie à Berkeley, et David Lazer, de la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard, qui signent un article dans la revue *Science*.

Normalement, les experts recherchent la correspondance parfaite entre l'ADN recueilli sur le site du crime et celui d'un agresseur connu dont le profil génétique a été inscrit dans la base de données nationale. Mais, quand elle n'existe pas, ils peuvent se rabattre sur les proches parents du suspect qui sont présents dans la base de données. Une grande similarité génétique existe entre les proches parents du fait qu'ils ont des ancêtres communs, soulignent les auteurs.

Ceux-ci ont évalué à l'aide d'une méthode statistique si le recours à cette méthode indirecte d'analyse de la famille d'un suspect pouvait accroître les chances d'établir l'identité des criminels. Bien que les chercheurs démontrent le potentiel de cette méthode pour arrêter un plus grand nombre de meurtriers, ils en soulignent par ailleurs les dangers.

Cette méthode soulève des problèmes de libertés civiles en ce qu'elle multiplie les prélèvements d'ADN sur des personnes innocentes et qu'elle amplifie les disparités déjà présentes au sein de la population puisqu'elle suppose que la surveillance génétique s'étend non seulement à un seul individu, mais à une famille entière. «Une nouvelle catégorie de personnes seront ainsi placées sous surveillance génétique durant toute leur vie», écrivent les auteurs. Et la composition de cette nouvelle catégorie de personnes reflète les disparités démographiques au regard du système de justice, compte tenu du fait que les arrestations et les condamnations diffèrent grandement en fonction de la race, de l'ethnicité, de la localisation géographique et de la classe sociale. Cette méthode de recherche fondée sur la famille amplifie sérieusement ces disparités.

Bien que l'usage de cette méthode ne soit pas encore très courant, les auteurs appréhendent qu'il se répande rapidement compte tenu de la tendance actuelle aux États-Unis à étendre la collecte d'ADN aux personnes en état d'arrestation et à celles condamnées pour des crimes mineurs et de simples délits ou contraventions. D'autant que, sur cette question, les cours de justice américaines ont statué que les intérêts du public en matière de sécurité l'emportent sur la protection de la vie privée.

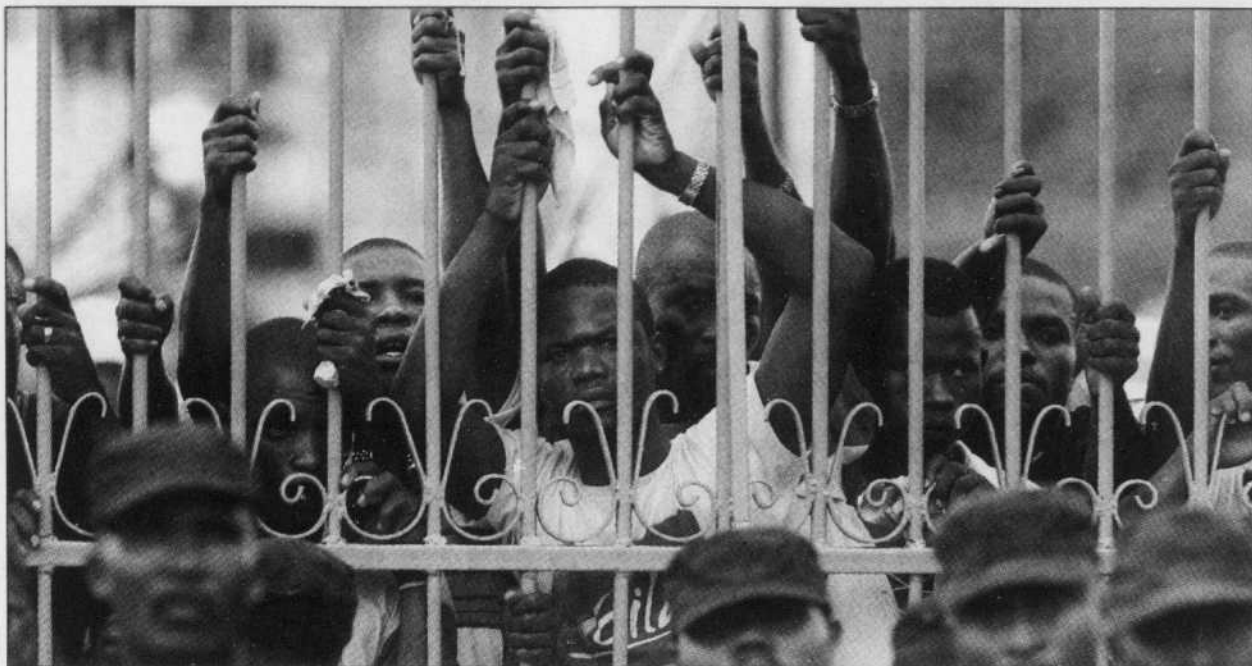
Les auteurs présentent comme une option la possibilité de limiter le recours à cette méthode pour les crimes les plus graves tout en minimisant au maximum les intrusions dans la vie des parties innocentes.

Ils préviennent finalement toutes les agences gouvernementales et les pays qui envisagent d'employer de telles méthodes d'évaluer sérieusement les politiques susceptibles de les accompagner ainsi que les implications éthiques et légales qu'elles engendreront.

Le Devoir

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans notre texte de mercredi portant sur le *Manifeste pour une approche réaliste de la souveraineté*. L'ancien directeur des communications de Bernard Landry, Jacques Wilkins, n'a pas signé le texte en question. Nous l'avons confondu avec un administrateur du nom de James Wilkins, militant péquiste de Lac-Brome et signataire du texte. Nos excuses.



Des partisans du président René Préval et de Jean-Bertrand Aristide étaient massés près du Palais national pendant les cérémonies d'hier.

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

projets de reconstruction et de développement, selon le ministère des Affaires étrangères.

Après un premier mandat accompli dans son intégralité — fait unique en Haïti — entre 1996 et 2001, Préval revient donc au pouvoir à l'issue de la période de transition ouverte par le renversement d'Aristide, considéré comme son mentor. Comme ce dernier, René Préval est considéré comme le champion des laissés-pour-compte.

La journée d'investiture avait été placée sous l'étroite surveillance d'un dispositif de 4500 hommes de la police haïtienne et de Casques bleus de la mission de l'ONU en Haïti (Minustah).

De nombreux partisans de Jean-Bertrand Aristide, contenus par des forces de l'ordre et des Casques bleus, se sont rassemblés aux abords du Parlement, scandant «*Qu'on le veuille ou non, Aristide va revenir!*». L'ancien président vit en exil en Afrique du Sud.

Peu avant la cérémonie d'investiture, plusieurs détenus avaient été blessés dans une mutinerie au pénitencier national. Les prisonniers, qui ont souhaité longue vie au président Préval, disent être des détenus politiques et réclament leur remise en liberté, a déclaré Marc Wilkens Jean, directeur des services pénitentiaires.

Des périmètres de sécurité avaient été délimités autour des trois lieux de la



Parmi les invités, le vice-président brésilien José Alencar (à gauche) et le gouverneur de la Floride, Jeb Bush.

cérémonie, soit le Parlement, la cathédrale de Port-au-Prince et le palais présidentiel, où René Préval a prononcé son discours d'investiture.

Dans son allocution prononcée en créole, René Préval a invité les partis politiques, les syndicats, le patronat, les étudiants et les secteurs religieux à contribuer à l'instauration d'un climat de paix par l'instauration d'un dialogue.

«La concertation entre les différents secteurs de la vie nationale a déjà commencé; il faut la consolider par l'humili-

té», a déclaré le président Préval, invitant les Haïtiens à suivre l'exemple des pères fondateurs de la patrie.

Le nouveau chef d'État a dit que le mandat de la Minustah n'était «pas encore fini» et, saluant son travail, a jugé que la mission onusienne devait rester notamment «pour aider à la professionnalisation de la police haïtienne».

René Préval s'adressait notamment aux gangs armés qui ont multiplié les meurtres et les enlèvements avant les élections, en février.

Le leader du parti Lespwa (L'Espoir) a souligné que la situation sécuritaire s'était améliorée depuis les élections, ce que confirme la Minustah. Il n'a d'ailleurs pas manqué de faire remarquer que le scrutin ayant mené à son retour au pouvoir s'était déroulé sans violence, avec un fort taux de participation (63 %) et que «tout le monde» en avait reconnu les résultats.

Après l'exclusion de bulletins «blancs», M. Préval a recueilli quelque 51 % des suffrages, ce qui a permis d'éviter un second tour.

Plus tôt, M^{re} Louis Kébreau, président de la conférence épiscopale, s'était lui aussi prononcé en faveur de la réconciliation nationale et de la restauration de l'autorité de l'État, tout en condamnant la corruption et l'impunité dans les structures de l'État.

D'après la Presse canadienne, Reuters et l'Agence France-Presse

Est du Canada et Nouvelle-Angleterre

Le rapport sur les GES se fait attendre

KEVIN BISSETT

Newport, Rhode Island — Les premiers ministres de l'Est du Canada et les gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre ont convenu d'organiser un rencontre de leurs ministres de l'Environnement et de l'Énergie pour discuter d'une réduction des gaz à effet de serre (GES).

Lors de leur réunion tenue en fin de semaine au Rhode Island, les premiers ministres et gouverneurs devaient faire rapport des progrès sur leurs engagements pris en 2001 pour réduire les GES. Ils ont plutôt annoncé que leurs ministres de l'Environnement et de l'Énergie se réuniraient à Québec pour parler d'efficacité énergétique et de ressources renouvelables, comme le vent, l'hydroélectricité, l'énergie solaire et l'éthanol.

«Ce qu'on veut, c'est connecter tous les points», a déclaré le premier ministre du Québec, Jean Charest. Si l'on doit relier directement la production d'énergie aux gaz à effet de serre, alors nous devrions mettre en commun nos ministres de l'Énergie et de l'Environnement pour discuter d'une approche régionale au problème, et voir ensuite comment on peut interconnecter l'offre.

Pour les environnementalistes, les premiers ministres et gouverneurs sont bien loin d'atteindre leur objectif initial de réduire les GES aux niveaux de 1990 lorsque viendra l'échéance de 2010.

Bien que la rencontre ministérielle soit prévue dans un proche avenir, aucune date n'a été annoncée. On sait cependant que les ministres devront faire rapport de leurs discussions à la prochaine réunion des premiers ministres et gouverneurs en juin 2007, à Brudenell, Ile-du-Prince-Édouard.

Presse canadienne

CHARTRAND

Un pacte électoral

N'empêche, il a toujours sa petite idée sur la politique québécoise. La naissance de la nouvelle formation progressiste Québec solidaire lui sourit. «C'est la bonne solution. Ils n'ont pas à chialer, les nationalistes, ils ont eu leur chance. Qu'il y ait un autre parti avec des idées, cela va stimuler», fait valoir celui qui a été membre des Jeunesses patriotes à 18 ans.

Licône de la justice sociale préconise même un pacte électoral entre les deux formations souverainistes. «Cela ne veut pas dire qu'ils sont obligés de se battre l'un contre l'autre. Ils peuvent se partager les comtés. Ça renforcerait l'opposition au Parti libéral et ça ne devrait pas nuire au PQ, qui a déjà une certaine avance.»

Celui qui a milité politiquement toute sa vie, tantôt avec le Bloc populaire, tantôt avec le Parti socialiste du Québec, ou plus récemment en se présentant contre Lucien Bouchard, en 1998, avec l'Union des forces progressistes, s'est souvent fait reprocher de débordement des affaires syndicales. «Je prétendais que le gars à l'usine faisait partie de la société, d'une famille, qu'il avait des enfants, une femme, des problèmes, que c'était un être humain, pas un robot de compagnie.»

Il a tenté de pousser les syndicats dans cette voie, parfois avec succès, par exemple lorsqu'il a réussi à convaincre ses camarades syndicalistes de ne pas abandonner à leur sort les accidentés du travail devant le gouvernement.

Le bilan est moins positif sur le plan politique. «Il y a rien qu'une chose qui me désole, c'est que le mouvement ouvrier ne forme pas des gens pour se battre [politiquement], brasser des affaires un peu pour le peuple. On n'est pas obligés de s'inféoder dans un parti. Cela avait commencé dans la CSN. On avait pris quelques villes tranquillement. Les gars s'étaient fait élire. Avec le temps, on aurait pu influencer davantage les partis politiques. Au lieu d'aller leur porter des mémoires, il y a des gars qui auraient parlé en Chambre, à l'Assemblée législative.»

Les guerres

Source d'inspiration pour les générations qui l'ont suivi, le vieux syndicaliste a réussi à garder bien vivante la flamme militante tout au long de sa vie, sans baisser les bras ou se caser. «Cela doit être dans la nature de chacun. Je suis le treizième chez nous. Mon père faisait vivre 14 enfants pis sa femme convenablement. Il se privait de tout et était militant. Se battre pour la justice, ce n'est pas aller à la guerre», déclare-t-il avant de plonger dans ses souvenirs.

Plusieurs de ses frères ont fait la Deuxième Guerre mondiale. «Il y en a un autre qui a payé pour se faire exempter. Moi, je leur ai dit: "Fuck you!" J'avais décidé que je n'irais pas, mais que je ne me cacherais pas

dans mon propre pays et que je ne marcherais pas de reculons non plus. Je leur ai dit que ma femme n'avait pas les moyens d'aller fleurir ma tombe en Angleterre», se rappelle-t-il.

Son nationalisme l'a sauvé de la guerre... Au moment de signer le compte rendu de son examen médical pour être enrôlé dans l'armée de réserve, il constata qu'il était rédigé en anglais. Le rebelle refuse d'y mettre sa griffe et le «petit caporal» appelle le commandant du camp. «Il m'a dit que je serais obligé d'aller dans l'armée active [au front]. J'ai dit "I'll never sign in english, either in the active nor in the reserve." Je n'avais pas signé, ils ne pouvaient pas dire si j'étais "fit" ou ben pas "fit", raconte-t-il avec moult détails.

Tout au long de la guerre, il l'a décriée, participant à une foule d'assemblées contradictoires. Soixante-cinq ans plus tard, il sent néanmoins le besoin de se justifier: «On ne savait pas à quel point c'était épouvantable. Quand on lit maintenant à propos des Allemands [et de l'Holocauste]... C'était terrible.»

Héhé!

D'une guerre à l'autre, il déplore aujourd'hui l'engagement militaire en Afghanistan. «C'est drôle, on n'a pas entendu parler que les Canadiens allaient passer du côté des belligérants. Cela va nous faire une belle réputation dans les autres pays quand on va envoyer des Casques bleus!

«Tant que ces baveux-là de "blokes" vont être au pouvoir, eux autres vont faire les guerres que les États-Unis vont leur demander de faire», scande-t-il en se moquant de l'attitude de lèche-bottes de Peter MacKay lorsqu'il a proclamé son admiration pour la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice.

Plusieurs de ses phrases sont encore ponctuées de son fameux «Héhé!» si caractéristique. Malgré son retrait de la vie active, la verve, l'envie de tonner sur tous les toits, de dénoncer l'injustice, ne l'ont pas quitté. «Je suis encore en colère, mais je me retiens!», lance-t-il, un sourire en coin.

Que voudrait-il qu'on retienne de lui après sa mort? «Rien, je ne crois pas à cela. Quand c'est fini, c'est fini.»

«Ma vie été occupée parce que j'avais une famille... Même si je n'étais pas avec mes enfants, j'essayais de changer des affaires dans la société», poursuit-il, soulignant qu'il faisait pleinement confiance à son épouse, Simonne Monet-Chartrand, décédée en 1993.

Michel Chartrand sortira brièvement de sa retraite ce soir. Il sera coprésident d'honneur, avec Madeleine Parent, d'une assemblée publique sur l'état du mouvement syndical face aux gouvernements Charest et Harper, organisée par le club politique SPQ Libre.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 300, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0656. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

LES SPORTS

Grand Prix d'Espagne de Formule 1

Alonso, maître chez lui

Barcelone — Devant son public, Fernando Alonso, de l'écurie Renault, est devenu hier à Barcelone le premier Espagnol à remporter le Grand Prix d'Espagne de Formule-1, devant l'Allemand Michael Schumacher et Ferrari.

Sur le circuit de Catalunya, près de Barcelone, la Renault de l'Italien Giancarlo Fisichella s'est classée troisième, devant la seconde Ferrari du Brésilien Felipe Massa.

Alonso, qui défend son titre de champion du monde, a su gérer ses arrêts aux puits pour contrôler la course de bout en bout. Devant le roi Juan Carlos et 115 000 supporters, il a fêté la onzième victoire de sa carrière par une petite danse, une fois sa voiture arrêtée. Avec ce troisième succès de la saison, le pilote espagnol conforte sa première place au classement général.

«C'était fantastique, un jour inoubliable, a-t-il confié. Il y a tant de souvenirs: le tour que j'ai accompli dans une voiture de tourisme avec le roi [avant la course], puis le départ et les premiers tours» et enfin «les gens habillés en bleu dans les tribunes de la ligne droite, bougeant et sautant».

Parti en position de tête, Alonso a pris les devants dès le premier tour et s'est assuré une confortable avance en réalisant le meilleur temps des huit premiers tours. Derrière lui, son coéquipier Fisichella devançait les deux Ferrari de Schumacher et de Massa, exactement comme sur la grille de départ.

Au 15^e tour, l'avance d'Alonso sur ses poursuivants atteignait 9,4 secondes. Les deux Renault se sont arrêtées les premières pour faire le plein aux 17^e et 18^e tour. Au 23^e, Michael Schumacher a profité du ravitaillement pour changer de pneus et

prendre une petite avance sur Fisichella.

Repasé deuxième, Schumacher gardait toutefois 10 secondes de retard sur Alonso. Il n'a pas pu rattraper l'Espagnol, même en attendant six tours de plus que son rival pour s'arrêter une deuxième fois, au 47^e passage. Ensuite, la hiérarchie de la course n'a plus changé et Schumacher comptait plus de 18 secondes de retard à l'arrivée.

Vainqueur l'an dernier, le Finlandais Kimi Räikkönen a réussi à remonter de la neuvième à la cinquième place, qu'il a pu conserver jusqu'à la fin. Les deux Honda de Jenson Button et de Rubens Barrichello ont terminé respectivement 6^e et 7^e. Nick Heidfeld sur BMW-Sauber s'est classé 8^e devant son coéquipier Jacques Villeneuve, 12^e. Le Colombien Juan Pablo Montoya, parti 12^e, a connu une course très brève, interrompue au 18^e tour par une sortie de piste.

Au classement des pilotes, Alonso accroît son avance: après six courses, il compte désormais 54 points contre 39 pour Schumacher.

Par ailleurs, la menace d'un circuit rival à la F1 a disparu, dimanche, quand les écuries BMW, Renault, Honda, McLaren-Mercedes et Toyota ont annoncé qu'elles avaient accepté de rester jusqu'en 2012.

Les cinq équipes s'étaient ligüées et avaient menacé de quitter la F1 à l'échéance de l'Accord de Concorde, à l'issue de la saison 2007.

Ferrari, Williams, Midland et Red Bull Racing avaient déjà signifié leur intention de rester fidèle à Bernie Ecclestone.

Le prochain Grand Prix aura lieu le 28 mai à Monaco.

Associated Press

Les partisans des Sénateurs sont déçus

HOCKEY

Ottawa — Que s'est-il passé?

Les Sénateurs d'Ottawa étaient favoris dans cette série face aux Sabres de Buffalo. Ils avaient les éléments pour enlever la coupe à leur neuvième participation aux séries éliminatoires. Aujourd'hui, rien ne semble avoir changé dans la capitale fédérale où les partisans des Sénateurs ont le sentiment d'avoir été floués. Encore une fois.

Cette élimination en cinq matchs aura des répercussions plus importantes que les précédentes subies contre les Maple Leafs de Toronto (quatre fois), les Sabres (deux fois), les Devils du New Jersey (une fois) et les Capitals de Washington (une fois). Les responsables d'une telle défaite sont nombreux. Certains risquent d'en payer le prix.

Le directeur général John Muckler devra assurément rendre des comptes. Muckler a fait un pari très audacieux en misant sur Dominik Hasek, un gardien de 40 ans souvent blessé qui n'avait presque pas joué pendant trois ans. Blessé à l'aine durant les Jeux olympiques de Turin, Hasek n'a pu participer à un seul match des séries. Sa présence dans l'entourage de l'équipe a plutôt été une source d'agacement pour des membres de l'organisation y compris l'entraîneur Bryan Murray. Les séries auront toutefois permis de confirmer le talent du jeune Ray Emery. Muckler croyait aussi avoir réalisé un bon coup lorsqu'il est allé chercher Tyler Arnason à Chicago à la date limite des transactions. Une autre erreur puisque le joueur de centre a regardé tous les matchs éliminatoires des tribunes.

Une équipe mal préparée

Bryan Murray a fait du bon travail en saison. Mais en séries, son équipe n'était pas préparée à affronter les Sabres. Après avoir perdu le premier match 7-6 en prolongation, les Sénateurs ont senti le besoin de resserrer



CHRIS WATTIE/REUTERS

Bien qu'ils aient stratégiquement resserré leur défense, les Sénateurs ont tout de même été éliminés par les Sabres, samedi.

leur défense. La stratégie s'est retournée contre eux puisqu'ils ont été limités par la suite à sept buts en quatre rencontres.

Les joueurs-vedettes de l'équipe devront également se regarder dans le miroir. Dany Heatley a été invisible face aux Sabres, ayant été blanchi lors des quatre derniers matchs. Jason Spezza n'a pas démontré l'étoffe d'un centre numéro un malgré son rendement de trois buts et une passe contre Buffalo. Martin Havlat n'a pu répéter ses exploits de la série précédente contre Tampa Bay où il avait inscrit six buts. Enfin, le capitaine Daniel Alfredsson a commis bien des erreurs même si on ne peut mettre en doute son engagement envers les Sénateurs. «Il y aura des changements la saison prochaine, a dit Alfredsson après le match. Pas en raison de notre élimination mais à cause de l'autonomie des joueurs.»

Chara ou Redden

Les Sénateurs comptent cinq titulaires qui pourraient se prévaloir de leur autonomie complète le 1^{er} juillet prochain. Il s'agit de Hasek, des dé-

fenseurs Zdeno Chara, Wade Redden et Brian Pothier, ainsi que de l'attaquant Vaclav Varada. «C'était peut-être ma dernière chance de remporter la coupe», a soupiré Alfredsson en songeant aux changements qui risquent de survenir au cours des prochains mois. Le défi de Muckler sera de garder Chara et Redden. Un objectif presque irréaliste compte tenu des offres que les deux défenseurs vont recevoir. Dans l'entourage des Sénateurs, on laisse entendre que Chara se voit déjà ailleurs. C'est pourquoi l'équipe pourrait concentrer ses efforts sur Redden, un défenseur fait sur mesure pour la nouvelle Ligue nationale.

Un autre défi attend les Sénateurs, soit celui de convaincre les amateurs de renouveler leur abonnement. Malgré les chiffres avancés, les Sénateurs n'ont pas réussi à louer tous leurs sièges en séries. On peut penser que les partisans de l'équipe voudront attendre de voir le produit sur la glace avant de s'engager. A Ottawa, les sceptiques n'ont jamais été aussi nombreux.

Presse canadienne

HOCKEY

SÉRIES ÉLIMINATOIRES 2006 DE LA LNH

Demi-finales

(Quatre de sept)

ASSOCIATION DE L'EST

Ottawa c. Buffalo

(Buffalo gagne la série 4-1)

Caroline c. New Jersey

Hier

New Jersey 1 Caroline 4

(Caroline gagne la série 4-1)

ASSOCIATION DE L'OUEST

San Jose c. Edmonton

Hier

Edmonton 3 San Jose 3 (en 3^e)

(La série est égale 2-2)

Anaheim c. Colorado

(Anaheim gagne la série 4-0)

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
G	P	Moy.	Diff.	
New York	23	14	622	—
Philadelphia	22	15	595	1
Atlanta	17	20	459	6
Washington	13	25	342	10 1/2
Florida	11	24	314	11
Section Centrale				
G	P	Moy.	Diff.	
St. Louis	24	14	632	—
Cincinnati	23	15	605	1
Houston	22	16	579	2
Milwaukee	19	19	500	5
Chicago	15	22	405	8 1/2
Pittsburgh	11	27	289	13
Section Ouest				
G	P	Moy.	Diff.	
San Diego	22	16	579	—
Colorado	21	17	553	1
Arizona	20	17	541	1 1/2
Los Angeles	19	19	500	3
San Francisco	18	20	474	4

Hier

Washington 8 Atlanta 1
Philadelphia 2 Cincinnati 1 (12 manches)
Florida 8 Pittsburgh 2
Milwaukee 6 N.Y. Mets 5 (10 manches)
Houston 3 Colorado 0
Arizona 7 St. Louis 6
San Diego 9 Chicago Cubs 0
L.A. Dodgers 6 San Francisco 3

Aujourd'hui

Chicago White Sox au Minnesota, 13h10
Kansas City à Cleveland, 19h05
Boston à Baltimore, 19h05
Texas à N.Y. Yankees, 19h05
Chicago White Sox à Tampa Bay, 19h15
Seattle à Oakland, 22h05
Toronto à L.A. Angels, 22h05

Demain

Minnesota à Detroit, 19h05
Kansas City à Cleveland, 19h05
Boston à Baltimore, 19h05
Texas à N.Y. Yankees, 19h05
Chicago White Sox à Tampa Bay, 19h15
Seattle à Oakland, 22h05
Toronto à L.A. Angels, 22h05

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES.

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Avis public

Montréal

ENTRÉE EN VIGUEUR DE RÈGLEMENT
Avis est donné que le conseil, à son assemblée du 23 mars 2004, a adopté le règlement suivant :

04-025 Règlement autorisant un emprunt de 1 150 250 \$ relatif au Quartier international de Montréal
Ce règlement a été approuvé par le ministre des Affaires municipales et des Régions le 8 mai 2006. Ce règlement entre en vigueur en date de ce jour et est disponible pour consultation durant les heures normales de bureau à la Direction du greffe, 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, le 15 mai 2006.
La greffière de la Ville, M^{re} Jacqueline Leduc

Appel d'offres public

Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 11 h, à la date indiquée ci-dessous, au Bureau du secrétaire d'arrondissement situé au 5600, rue Hochelaga, bureau RC.30, Montréal, pour :

Soumission no : 2006-109

Date d'ouverture : Le 30 mai 2006 à 11 h
Description : Transport de rebuts par conteneur 2006-2007

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission d'une somme de 5 000 \$.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée en utilisant les formulaires spécialement préparés à cette fin par l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve dans l'enveloppe prévue à cet effet.

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents relatifs à cet appel d'offres public à compter du 15 mai 2006 en payant, un montant non remboursable de 115,03 \$ (taxes incluses) en argent comptant ou par chèque visé à l'ordre de la Ville de Montréal, de 8 h 30 à 17 h, au Bureau Accès-Montréal (BAM), situé au 5600, rue Hochelaga, bureau RC.20, Montréal. Si vous désirez obtenir des renseignements, vous pouvez communiquer avec M. Jean-Pierre Richard au 514-872-2249.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement au Bureau d'arrondissement, situé au 5600, rue Hochelaga, à la salle Hochelaga-Maisonneuve, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception, soit le 30 mai 2006 à 11 h.

L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

DONNÉ À MONTRÉAL, CE 15^e JOUR DE MAI 2006.
Le secrétaire d'arrondissement,
M^{re} Julie Doyon

Appels d'offres

Montréal

Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ARRONDISSEMENT

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 heures, à la date indiquée ci-dessous, au 11370, rue Notre-Dame Est, 5^{ème} étage, Montréal-Est (Québec), H1B 2W6, pour :

Soumission : RP-ING06-11

Date d'ouverture : mercredi 7 juin 2006

Description : Travaux de reconstruction d'aqueduc, de pavage et de trottoirs sur une partie de la 28^e Avenue et de l'avenue Léon-Ringuet de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Soumission : RP-ING06-12

Date d'ouverture : mercredi 7 juin 2006

Description : Travaux de pulvérisation et de stabilisation sur diverses rues en macadam de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES :

Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles au bureau Accès Montréal situé au 3445, rue Robert-Chevalier, (514-868-4321), entre 9 et 17 heures à compter du 19 mai 2006, contre un paiement non remboursable de cent quinze dollars et trois cents (115,03 \$) chacun, incluant toutes taxes, en argent comptant ou sous forme de chèque certifié à l'ordre de la Ville de Montréal.

VALIDITÉ DE LA SOUMISSION :

Notamment, pour être valable, chaque soumission devra être accompagnée d'un dépôt de soumission représentant 10% de son montant total, sous forme de cautionnement de soumission valide pour une période de 120 jours.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement dans une enveloppe clairement identifiée fournie par l'arrondissement.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS :

Les soumissions devront être présentées au 11370, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est au 5^{ème} étage, entre 8h30 et 16h30 où elles seront ouvertes publiquement le mercredi 7 juin 2006 à 14 heures immédiatement après l'expiration du délai pour leur présentation.

L'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Donné à Montréal, ce 15^e jour du mois de mai 2006.

M^{re} Dany Barbeau, avocate
Directrice du bureau d'arrondissement
et secrétaire d'arrondissement



Donnez.
On peut faire plus encore.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.
Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledevoir.com/avis.html • www.ledevoir.com/offres.htmlCourriel : avisdev@ledevoir.com

Appels d'offres

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention de la greffière, 275 rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal H2Y 1C6, pour :

Catégorie : TRAVAUX

Appel d'offres : 9235

Description : Reconstruction d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire, là où requis, dans le boulevard Saint-Joseph, côté nord, de l'avenue De Lorimier à la rue Fullum - Arrondissement : Plateau-Mont-Royal

Date d'ouverture : 31 mai 2006

Dépôt de garantie : 160 000 \$ (Cautionnement)

Appel d'offres : 9237

Description : Planage de chaussées d'asphalte et revêtement bitumineux, là où requis, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissements : Ville-Marie et Plateau-Mont-Royal - Contrat IX (P.R.R.2006 - Réseau artériel)

Date d'ouverture : 31 mai 2006

Dépôt de garantie : 230 000 \$ (Cautionnement)

Appel d'offres : 9238

Description : Reconstruction de trottoirs, de bordures et d'îlots, là où requis, associée à un planage de chaussées d'asphalte et de revêtement bitumineux dans différentes rues de l'agglomération de Montréal - Arrondissements : Ville-Marie et Plateau-Mont-Royal - Contrat IX (P.R.R.2006 - Réseau artériel)

Date d'ouverture : 31 mai 2006

Dépôt de garantie : 60 000 \$ (Cautionnement)

Appel d'offres : 9239

Description : Reconstruction d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire, là où requis, dans le chemin Queen-Mary et le chemin de la Côte-des-Neiges - Arrondissement : Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce - Groupe 02

Date d'ouverture : 31 mai 2006

Dépôt de garantie : 560 000 \$ (Cautionnement)

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 15 mai 2006 au Service : infrastructures, transport et environnement au 700, rue Saint-Antoine Est, bureau 1.138, Montréal (Québec) H2Y 1A6 contre un paiement de 93 \$ ch. pour les soumissions 9237 et 9238 et de 148 \$ ch. pour les soumissions 9235 et 9239, non remboursable.

Renseignements :

Yves Thémans, ing., Chef de groupe
Vente du cahier des charges:

Téléphone : (514) 872-3282

Télécopieur : (514) 872-2874

Tout paiement doit être fait au comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de : **Ville de Montréal**

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du Greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.
Montréal, 15 mai 2006
LA GREFFIÈRE DE LA VILLE
M^{re} Jacqueline Leduc

GARDA

À titre d'agent de renseignements personnels, Garda détient des dossiers sur autrui, reçoit et communique avec ses clients des renseignements au sujet du caractère, de la réputation et de la solvabilité des personnes concernées.

Une personne peut consulter son dossier, en obtenir copie, et, s'il y a lieu, faire rectifier les renseignements qui la concernent. Ces demandes peuvent être effectuées par téléphone, par la poste ou encore en se présentant à l'adresse suivante :

1390, rue Barré, Montréal, Québec, H3C 1N4
T. 514.281.2811 or 888.859.1599

Heures d'ouverture des bureaux :
du lundi au vendredi de 8h à 17h.

Keyfacts Canada et Chartrand Lafrance inc. sont des sociétés Garda.



LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE
▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca

Sudoku

par Fabien Savary

8		7	5					
6			9	1			5	
	1	5						7
7	5	2	6				1	
			5					8
				7				9
6			7	1	8			
4				5	6			
							2	

Niveau de difficulté : DIFFICILE

0256

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

8	1	7	6	9	3	2	5	4
2	3	5	1	4	7	6	9	8
6	9	4	5	8	2	1	3	7
1	4	9	7	6	5	3	8	2
7	6	2	8	3	9	5	4	1
3	5	8	4	2	1	9	7	6
4	7	3	9	1	6	8	2	5
5	2	6	3	7	8	4	1	9
9	8	1	2	5	4	7	6	3